

L'exil des féministes: délocaliser la lutte pour continuer à agir

Sophie Lhenry

CSPRP/CEDREF, Université Paris Diderot

Résumé

En réaction à une vision qui oppose sociétés d'émigration et d'immigration sur un modèle binaire tradition/modernité et qui postule que l'émancipation des migrantes survient dans «l'intégration», nous nous intéressons aux trajectoires d'exilées algériennes et iraniennes qui arrivent en France avec un solide capital militant et féministe. Nous verrons ici que de leurs premiers engagements dans leur pays d'origine, à la poursuite de leurs combats en France, ces femmes démontrent leur volonté de résister aux normes imposées et d'apparaître comme des personnes autonomes, actrices de l'histoire. Elles questionneront en partie différents rapports de pouvoir tout en s'inscrivant dans un féminisme universaliste.

Mots-clés: exilées, féminisme, capital militant, Algériennes, Iraniennes.

Abstract

Feminists'exile: delocalize the fight to go on acting

In reaction to a vision which compares societies of emigration and immigration on a binary tradition/modernity model and which postulates that the emancipation of the migrants arises during «integration», we will focus on Algerian and Iranian women exile paths and show that they came to France with an important militant and feminist mindset. We'll see here that from their first commitments in their native country, in continuation of their struggles in France, these women demonstrate their will to resist to the imposed social norms and to appear as independent persons, agents of History. They will partially question the various power relations while implementing a universal feminism approach.

Keywords: exiled, feminism, militant mindset, Algerian women, Iranian women.

Resumo

O exílio das Feministas: deslocalizar a luta para continuar a agir

Contrariando uma visão binária que opõe sociedades de emigração a sociedades de imigração a partir de um modelo binário tradição/modernidade, visão que postula que a emancipação dos migrantes acontece durante o processo de «integração», interessam-nos as trajetórias de mulheres exiladas da Argélia e do Irão que chegam a França com um forte capital militante e feminista. Tentaremos demonstrar que desde os primeiros compromissos nos respectivos países de origem até aos seus combates em França, as mulheres demonstram o desejo de resistência às normas impostas e de definição como pessoas autónomas, actoras da história. São elas que, em parte, vão questionar diferentes relações de poder ao mesmo tempo que se vão inscrever num feminismo universalista.

Palavras-chave: exiladas, feminismo, capital militante, Argelinas, Irarianas.

Si la recherche sur les migrations ne s'est pendant longtemps intéressée aux femmes que comme les «rejoignantes» des regroupements familiaux et comme garantes de la tradition (Oso Casas, 2005), on étudie, depuis une quinzaine d'années, leur place dans certains secteurs du marché du travail et l'éventuelle recomposition des rapports de genre dans l'espace privé. En outre, plusieurs travaux de chercheuses ont remis en cause les paradigmes évolutionnistes qui opposent de manière binaire sociétés de départ et sociétés d'arrivée (Oso Casas 2005; Morokvasic 1986) et qui perçoivent l'émancipation des migrantes comme une résultante de leur migration qui s'opérerait par un passage linéaire de la tradition vers la modernité (Moujoud, 2008). Est alors mise en avant la nécessité de prendre en compte l'hétérogénéité des situations dans le processus migratoire, les causes multiples de la migration et l'impact de celle-ci sur le statut des migrant.e.s, qui dépendrait du contexte migratoire et de la situation sociale de départ (Rigoni, 2004).

Parallèlement des travaux sur les mouvements sociaux et notamment sur les mouvements féministes, ont mis l'accent sur les processus transnationaux qui les traversent, tels que l'internationalisation de certaines problématiques féministes (Mendoza, 2002), les transformations des pratiques qui en découlent, ou leur capacité à remettre en question le mythe de la «sujette femme universalisée» (Kaplan et Grewal, 2001; Bacchetta 2006) et à impulser une perspective dynamique qui défie la vision statique des migrations (Catarino et Morokvasic, 2005). On observe cependant un biais qui pousse les chercheuses à présenter les migrantes comme victimes ou au contraire comme étant dotées d'une capacité à surmonter les obstacles en toute situation. L'observation des parcours de migrantes, «êtres d'ici et de là-bas» (Tarrius, 2000: 6) pris dans leur globalité permettrait pourtant de mettre en lumière les multiples processus qui entrent en œuvre dans la construction de leurs identités hybrides.

C'est en nous intéressant à la place des migrantes dans le mouvement féministe français, que nous avons pu observer que certaines d'entre elles étaient déjà sensibilisées à la question des droits des femmes bien avant leur arrivée en France (Lhenry, 2005). Il nous a alors semblé nécessaire de poursuivre un travail de recherche plus approfondi sur l'ensemble des parcours de ces femmes afin de reconstruire des «carrières militantes» (Fillieule, 2001; Agrikoliansky, 2001). Cela nous a permis de faire apparaître une figure quasiment absente de la recherche sur les femmes migrantes en France, celle de l'exilée politique (pour les exceptions, voir Golberg-Salinas, 2000 sur les Brésiliennes, Freedman, 2008; Lesselier, 2009; Hachimi Alaoui, 2007; Morelli 2009), invisibilisée par celles de l'homme exilé et celle de la femme migrante économique. Nous avons donc réalisé plusieurs séries d'entretiens entre 2006 et 2010 auprès de militantes algériennes et iraniennes exilées¹, la comparaison entre ces deux populations nous permettant à la fois de ne pas faire tomber

¹ Dans le cadre de notre thèse, nous avons réalisé plusieurs séries d'entretiens sociologiques approfondis auprès de trente-deux militantes algériennes et iraniennes exilées en France, dans le but de recueillir des récits de vie. Les entretiens durent entre une heure et demi et quatre

notre recherche dans le piège des théories culturalistes qui enferment les individus dans une culture spécifique et éternelle et d'éviter d'avoir un regard trop structuraliste sur l'impact des contraintes du pays d'accueil sur les parcours (Green, 1990). En outre, les expériences des Algériennes et des Iraniennes que nous avons rencontrées, parce qu'elles offrent des similitudes troublantes tant du point de vue des contextes politiques que de leurs parcours personnels², dans des temporalités et des espaces bien différents, nous offrent un point de regard stimulant pour analyser l'impact du féminisme sur les carrières militantes traversées par l'exil.

Militantes politiques et féministes en Iran et en Algérie, les femmes que nous avons rencontrées importent en France un solide capital militant qu'elles vont réactiver sous différentes formes dès leur arrivée. Leurs parcours atypiques reflètent une volonté de rester actrices de leur histoire tout au long de leur trajectoire et elles vont utiliser leur expérience militante pour franchir les multiples obstacles qu'elles vont rencontrer. D'une manière plus générale, nous verrons que le choix de l'exil peut être motivé, consciemment ou non, par une volonté de transgresser les normes, y compris genrées, du pays d'origine et que de ce fait, l'émancipation précède bien souvent le départ. Nous montrerons aussi que la pratique féministe, loin d'être la résultante de «l'intégration» à une société qui se présente comme étant ouverte et égalitaire, peut être une résistance aux différentes assignations sociales et au racisme.

Après avoir brièvement exposé les origines et les parcours politiques des femmes rencontrées, en Algérie et en Iran, nous nous attarderons sur les motivations de l'exil pour montrer que celui-ci s'inscrit en partie dans une démarche féministe; puis nous verrons que les ressources du capital militant (Matonti et Poupeau, 2004) leur seront indispensables pour surmonter la perte des repères, et enfin que leurs changements de position sur l'échiquier des rapports de pouvoir auront un impact sur leurs perceptions des problématiques féministes.

A l'origine de la prise de conscience féministe

Les femmes que nous avons rencontrées sont donc nées en Algérie ou en Iran et se sont exilées en France à partir de 1990, pendant les «années noires» qui

heures. Ils ont été confrontés d'une part à des observations effectuées dans des lieux de débat ou de sociabilité dans lesquels ces femmes se rencontrent de manière à observer les liens qui se tissent entre les unes et les autres et la façon dont solidarités et conflits traversent ces espaces; d'autre part à la consultation d'archives d'associations auxquelles elles ont appartenu lorsque cela était possible. Nous avons également recueilli des documents (articles, tribunes, lettres, roman, essais...) qu'elles ont écrits, qu'ils aient été publiés ou non. A partir des matériaux récoltés, nous avons pu retracer leurs carrières militantes et réfléchir à la manière dont leurs expériences passées et présentes se mêlent et se recomposent au fil de leurs parcours.

² Notamment du point de vue de leurs origines sociales, de leur scolarisation, de leur entrée dans le militantisme, dans des groupes de femmes, des motivations de leur départ ou de leur situation lors de leur arrivée en France.

succédèrent à l'arrêt du processus électoral pour les premières et au début des années 80, suite à la chute du Shah et à la radicalisation du régime islamique pour les secondes. La plupart de ces femmes ne pensaient partir que pour quelques mois, ou quelques années, elles ont toutes fini par s'installer définitivement en France (elles n'envisagent pas de retour en tout cas). Elles ont milité au cours de leur vie dans des associations, partis ou syndicats. La quasi-totalité d'entre elles se disent féministes et elles ont toutes, à un moment ou un autre de leur parcours, milité en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Lorsque nous les interrogeons sur leurs premiers engagements, les militantes expliquent leur implication soit par une «nature rebelle», soit par le «hasard». Or, il apparaissait indispensable d'essayer de déterminer la probabilité de l'émergence d'une telle «nature» ou que le «hasard des rencontres» se produise. Selon Olivier Fillieule

Si l'analyse des relations inter-personnelles permet de comprendre la logique des déterminations individuelles de l'engagement et de la participation, c'est d'abord en fonction des affiliations préexistantes et donc de la somme des interactions présentes et passées dans lesquelles l'individu a été partie. (Fillieule, 1993: 35).

Nous avons pu constater qu'elles venaient toutes d'univers relativement proches. Un milieu social plutôt favorisé, des parents cultivés, parfois eux-mêmes impliqués politiquement, la présence sous le toit familial de «livres blancs»³, la fréquentation de l'université et l'effervescence des campus qui échappent à l'apathie politique (Geisser, 2006: 202) forment souvent le nid d'une implication politique. Les futures militantes bénéficient donc de deux formes de socialisation politique primaire: un système de valeur hérité de la parenté et une «maîtrise symbolique des pratiques» acquise à l'école (Percheron, 1993), qui vont leur permettre, lorsque le «hasard» tout relatif des rencontres se produira, d'exprimer leur «nature» rebelle. Si une partie d'entre elles vont entrer dans le militantisme en s'intéressant directement à la question des femmes, la plupart vont rejoindre au départ des organisations démocrates. Elles vont donc militer en Algérie dans des partis d'opposition comme le PAGES, le PST⁴ ou dans les organisations de masse du FLN⁵. Les Iraniennes vont entrer dans des «groupes de gauche», «marxistes» – c'est ainsi qu'elles les définissent – clandestins («Fedayin du peuple», «Peykar»⁶). C'est par la participation à ces groupes ou organisations qu'elles vont découvrir la nécessité d'un combat féministe. Tout d'abord parce qu'elles vont fréquenter de nouveaux espaces: Samira⁷ raconte que pendant les campagnes de volontariat visant à expli-

³ Livres sans couvertures, interdits par le régime, qui circulent de manière clandestine.

⁴ Parti d'Avant Garde Socialiste, Parti Socialiste des Travailleurs.

⁵ Front de Libération Nationale.

⁶ Pour un panorama des organisations politiques de gauche avant et après la révolution iranienne, se référer à Azadeh Kian-Thiebaut, 1998.

⁷ Pour préserver l'anonymat des militantes, leurs prénoms ont été modifiés.

quer la révolution agraire aux paysans algériens, elle découvre que certains hommes «préfèrent leur chèvre à leur femme»; Mélissa en rencontrant des femmes mariées et mères, par le biais de son association, constate les problèmes auxquels elles sont confrontées. Ensuite, la fréquentation des espaces militants va leur permettre d'avoir accès à des informations non officielles comme les premières tentatives de promulgation du code de la famille dans les années 1970 en Algérie ou les velléités de Khomeiny de rendre le hijab obligatoire – tentative qui sera une première fois repoussée par une grande manifestation de femmes le 8 mars 1979 à Téhéran – en Iran. Enfin, elles feront l'expérience, à travers la mixité de leurs organisations politiques, de la division sexuelle du travail militant (Fillieule, Roux, 2009; Kergoat, 2000) et du sexisme de leurs camarades: Sadjia raconte que le groupe auquel elle appartenait était dirigé par «un machiste», d'autres parlent de la division des tâches et des prescriptions sexuées qui contredisent l'idéal démocrate et égalitaire affiché par les organisations. On notera également que la grammaire idéologique acquise au cours de ces premiers engagements, va leur permettre d'objectiver leur ressenti des inégalités et de le transformer en pratiques.

A partir de leurs expériences militantes, elles vont donc passer de l'idée que les inégalités entre hommes et femmes seraient liées à un certain archaïsme de leur société à la conviction que le problème est plus profond puisqu'il concerne aussi les «modernistes». Elles vont donc réinvestir leur capital militant dans la création d'associations de femmes, à partir de 1988⁸ avec la déclaration du pluralisme politique, syndical et associatif en Algérie, et pendant le court «printemps des libertés» qui succéda au régime du Shah en Iran. Ces groupes auront principalement pour but de tenter de repousser les attaques du pouvoir envers les femmes. En Algérie, les associations ont pour cible principale le code de la famille qu'elles essaient, selon la stratégie choisie, soit d'abroger, soit d'amender. En Iran, il s'agira surtout de réagir au coup par coup aux nouvelles mesures prises par Khomeiny – interdiction pour les femmes d'exercer certaines professions, obligation de porter le voile, baisse de l'âge légal du mariage des filles... (Kian, 2002).

Leur prise de conscience féministe a aussi un effet sur leurs vies personnelles. Certaines racontent comment elles se sont séparées de leurs compagnons ou maris pourtant «intellectuels» et «progressistes» en découvrant qu'ils étaient réfractaires à la défense de la cause féminine ou qu'ils avaient des comportements sexistes. Certaines disent aussi leur difficulté à accepter de vivre dans un pays qui les nie comme individus responsables de leurs actes alors même qu'elles ont œuvré corps et âmes pour que s'y instaure une démocratie.

Nous allons voir que cette prise de conscience va progressivement se muer en sentiment d'étrangeté. Le durcissement de la répression à l'encontre des groupes auxquels elles appartiennent va ensuite faire prendre forme à l'idée d'un possible départ.

⁸ Des groupes de femmes ont cependant vu le jour bien avant cette date, même s'ils n'étaient pas reconnus officiellement.

Le départ comme expression de l'autonomie

Pour comprendre les raisons de l'exil, il est important de ne pas s'en tenir aux idées de contrainte et de rupture. Ne percevoir que l'aspect imposé de l'exil met en effet un voile sur les facteurs qui rendent possible le départ (un grand nombre de personnes subissent les mêmes ou d'autres formes de pressions mais n'ont pas les ressources, notamment financières nécessaires au départ) et sur les motivations profondes, en particulier d'ordre militant, qui conduisent à cette décision (Morokvasic, 1986). L'exil des militantes que nous avons rencontrées est intimement lié à leurs engagements politiques et elles ne le perçoivent pas forcément comme étant une rupture. Elles peuvent l'inscrire au contraire dans la continuité de leurs parcours et comme une manière de poursuivre leurs engagements.

Un certain nombre d'évènements sont perçus par les migrantes comme «déclencheurs» de leurs départs. En Algérie, l'arrêt du processus électoral en 1992 – suite au premier tour des élections largement favorable au F.I.S – décidé par les autorités en place et soutenu par la plupart des partis dits «démocrates», provoque la colère des islamistes. Certaines factions du F.I.S s'arment et fomentent des attentats meurtriers contre l'Etat, les démocrates et les intellectuell.e.s⁹. Les algérien.ne.s sont confronté.e.s aux terribles «années noires»: «Vous ne dormez plus, vous surveillez les bruits, vous êtes obligée de changer le lieu où vous dormez [...] Tous les jours vous entendez que quelqu'un, un camarade ou une camarade a été tuée...» (Samira, Algérienne¹⁰).

En Iran, la chute du Shah a provoqué une courte euphorie, brutalement interrompue par les exactions sommaires et les arrestations de masse orchestrées par les «gardiens de la révolution», organisation paramilitaire de la nouvelle république islamique. Des milliers de personnes sont arrêtées et exécutées parce qu'elles sont soupçonnées d'avoir des activités politiques, la plupart du temps sans aucune preuve. Toute opposition au régime devient impossible: «C'était une ambiance de terreur [...] toutes les organisations politiques avaient été détruites par cette vague de répression, tous les cadres, tous les membres ont été emprisonnés ou massacrés, il n'y avait presque plus rien» (Marjan, Iranienne).

Dans les deux pays, les militantes sont menacées, plus ou moins directement. La majorité des Iraniennes que j'ai rencontrées étaient recherchées par les autorités lorsqu'elles sont parties – deux d'entre elles avaient déjà fait des peines de prison et risquaient cette fois l'exécution. Pour les Algériennes, la menace est plus diffuse, moins ciblée. Certaines reçoivent des appels anonymes, sont parfois suivies ou insultées. L'angoisse est également provoquée par l'incertitude, l'inc-

⁹ Aujourd'hui encore, de nombreuses questions se posent sur l'implication de l'armée dans certaines exactions attribuées aux islamistes.

¹⁰ Les personnes ainsi indiquées sont celles que j'ai interviewées lors de ma recherche. Tous les prénoms ont été modifiés pour préserver leur anonymat.

pacité à identifier l'ennemi¹¹. Il en résulte pour toutes les militantes la nécessité de se couper de leurs réseaux politiques et/ou d'entrer dans la clandestinité: quitter leur domicile, leur famille, changer régulièrement de lieu de résidence, modifier leurs itinéraires de déplacement... Ce mode de vie justifierait à lui seul la décision de partir et d'abandonner une vie qui ne ressemble plus à ce qu'elle était auparavant. Pourtant, en analysant les propos des militantes, on s'aperçoit que le départ est rarement improvisé et à mettre uniquement sur le compte de la peur. En réalité, de nombreux autres facteurs contribuent à ce choix.

Tout d'abord, certaines militantes parlent du «temps de l'usure»: «dans une situation de stérilité du terrain politique voir même d'hostilité il faut mettre le paquet pour obtenir le plus petit résultat donc ça demande un investissement personnel énorme» (Fella, Algérienne). Les efforts qu'il faut déployer pour la moindre action deviennent trop importants et semblent de plus en plus vains. Les militantes s'interrogent sur la pertinence de poursuivre leur combat dans un pays où elles jugent que plus rien n'avance. Firouzeh dit aussi qu'il n'était plus «intelligent» de rester car elle était sûre, si elle se faisait à nouveau arrêter, d'exprimer cette fois clairement aux autorités ce qu'elle pensait, ce qui provoquerait automatiquement son exécution et qui ne ferait donc pas progresser la cause. Le départ est pensé comme un moyen de conserver des forces, pour pouvoir, nous allons le voir, continuer le combat ailleurs.

Ensuite, des militantes se disent déçues de leurs organisations politiques. Elles rejettent, comme nous l'avons déjà évoqué, le comportement parfois sexiste de leurs camarades. Mais elles sont aussi confrontées aux intérêts personnels de leurs chefs qui, attirés par le pouvoir, font des compromis difficilement acceptables avec les autorités pourtant combattues. Leur déception est également liée à la sortie de la clandestinité de leurs organisations pendant les courtes périodes d'ouverture politique: elles apprennent alors qui sont leurs camarades de lutte et sont parfois stupéfaites de découvrir parmi eux des personnes qui n'avaient pas, dans leur vie courante, une attitude conforme aux idéaux qu'elles étaient sensées défendre. En outre, le relatif échec des associations féministes à infléchir les positions du pouvoir en matière de droits des femmes et les oppositions, parfois violentes, au sein du mouvement des femmes, provoquent aussi une certaine lassitude. Certaines militantes donc, sont tentées par une défection (Hirschman, 1995; Bajoit, 1988; Bennani-Chraïbi, Fillieule, 2003) «en douceur» et profitent des événements politiques pour partir sans être accusées de trahir les causes défendues par leurs organisations.

Enfin, elles sont dans la période qui précède leur départ, victimes d'un «exil intérieur» (Hachimi-Alaoui, 2007). Coupées de leurs réseaux militants, de leurs familles, de leurs ami.e.s, dans l'impossibilité ou interdites d'exercer leurs profes-

¹¹ D'une part parce que ces ennemis sont infiltrés partout et qu'il est difficile de les reconnaître, d'autre part parce qu'elles ne savent pas toujours qui les menace: s'agit-il des autorités au pouvoir ? de groupes islamistes ?

sions, stigmatisées par les discours sur les femmes, les démocrates, les communistes, les féministes... elles perdent leurs moyens de reconnaissance collectifs et individuels. On ne leur renvoie plus une image positive de militante, femme indépendante, médecin, journaliste ou enseignante, elles sont isolées, physiquement et moralement. C'est donc aussi dans l'espoir de «redevenir elles-mêmes» qu'elles décident de quitter leur pays.

Les raisons du départ nous semblent donc toutes liées, d'une manière ou d'une autre, à leur démarche féministe. En effet, le fait qu'elles soient engagées dans de tels mouvements est une des causes de la répression et des violences qui s'abattent sur elles¹². De plus, leur désir de partir est parfois lié à leur envie de s'affranchir des organisations auxquelles elles appartiennent, même si cela est difficilement avouable¹³. Au cours de leurs divers engagements, elles sont devenues des adultes et ont pris conscience de leur capacité d'agir et d'être des individus autonomes. C'est aussi pour cela qu'elles mettront toute leur énergie à résister à la perte de repères provoquée par la mise à mal de leur univers de reconnaissance, et à rester des actrices de l'Histoire et de leur propre parcours.

Nous allons voir que ce désir de continuer à être en prise avec le monde va se poursuivre dans le reste de leurs trajectoires. Arrivées en France, elles ne vont pas abandonner leurs idéaux et vont continuer à militer en direction de l'Algérie ou de l'Iran, mais aussi localement, et parfois dans une perspective transnationale. L'étude de la suite de leurs parcours en France nous permet de rendre compte de cette volonté de poursuivre leurs luttes et de s'inscrire dans une logique d'implication politique, citoyenne et féministe où qu'elles soient.

La délocalisation du capital militant

La migration a pour conséquence un bouleversement du monde des migrants et la remise en cause de tout ce qui pouvait auparavant sembler sûr: la langue qu'il faut parler, la profession que l'on a le droit d'exercer, l'harmonie entre le titre et le poste, les papiers d'identité, l'appartenance nationale... les effets de la migration sont assez semblables sur l'organisation de l'action politique (Dufoix, 2002: 29).

Si ce bouleversement s'applique au vécu des militantes rencontrées, nous allons voir que leur conscience politique va justement les aider à le surmonter. Dès leur arrivée en France, les migrantes prennent conscience de la difficulté à redémarrer une nouvelle vie. L'exil, «intérieur» ou réel, constitue une rupture au-delà de laquelle il va falloir trouver de nouvelles modalités d'existence. Si

¹² Ces violences ne sont pas uniquement le fait direct de l'État, elles peuvent être le fait d'individus isolés. Dans tous les cas, elles sont le fruit d'une même violence structurelle.

¹³ Une des femmes que j'ai interviewée m'a demandé, après l'entretien, de ne pas retranscrire ce qui concernait sa déception vis-à-vis de son parti.

Mélissa ironise sur son débarquement dans le port de Marseille: «le lancer de tapis rouge, chocolat, bonbon, whisky!» c'est pour souligner la solitude et l'indifférence qui font suite à son arrivée. Les militantes qui ont perdu leurs repères vont tenter de faire face en luttant pour comprendre les codes et pour trouver «les ficelles»¹⁴ du nouvel environnement dans lequel elles évoluent désormais. La première urgence est de trouver un logement, puis d'obtenir des papiers en règle et enfin de subvenir à leurs besoins et parfois à ceux de leurs enfants. Si elles ont généralement les moyens financiers pour parer au plus pressé, leurs ressources s'amenuisent rapidement et les démarches pour pouvoir travailler, étudier, apprendre une nouvelle langue ou obtenir une carte de séjour sont souvent fastidieuses. Pour les surmonter elles vont utiliser leur capital militant, que Matonti et Poupeau définissent comme «un ensemble de savoirs et de savoir-faire mobilisables lors des actions collectives, des luttes inter ou intra-partisanes, mais aussi exploitables, convertibles dans d'autres univers et ainsi susceptibles de faciliter certaines "reconversions"» (Matonti, 2004: 8).

Elles vont ainsi prendre ou reprendre contact avec des groupes d'aide aux exilé.e.s, souvent issus d'associations féministes, qui vont les aider à trouver un hébergement, à monter les dossiers de demande d'asile ou de carte de séjour, à trouver un premier emploi. En outre, elles vont utiliser les compétences et expériences, acquises au cours de leurs engagements pour reprendre leurs études ou pour les valoriser sur le marché du travail. Ainsi, certaines vont écrire des mémoires ou des thèses sur des thèmes en lien avec les luttes qu'elles ont menées, d'autres vont se tourner vers le milieu associatif pour un premier emploi rémunéré. Si la plupart des militantes vont attendre de retrouver leurs marques pour reprendre une activité militante, certaines vont considérer qu'il s'agit d'une priorité absolue: dès son arrivée, Firouzeh se met en contact avec la Ligue des droits de l'homme et Amnesty International pour témoigner de ce qui se passe en Iran. Atika ou Sheereen vont adhérer au Parti communiste français, ce qui apparaît comme une évidence pour elles... L'adhésion immédiate à ces partis ou associations agit comme une sorte de lien entre le lieu d'émigration et celui d'immigration. L'endroit change mais l'organisation reste artificiellement la même. Les militantes essaient ainsi de garder des repères dans une nouvelle vie déstabilisante à bien des égards: «Là-bas j'ai milité jusqu'au dernier moment, jusqu'à mon arrivée en France. Naturellement j'ai continué en arrivant ici même si j'avais d'énormes problèmes à côté à gérer, notamment me loger (*rires*)...» (Aïda, Algérienne).

Le fait qu'elles continuent toutes, à quelques rares exceptions près, à militer dès leur arrivée en France est donc bien une preuve que le fait de partir n'était pas un acte passif ou totalement contraint. Au contraire, les militantes expriment ainsi leur désir de continuer à faire entendre leurs voix dans un lieu où elles seront audibles. Il nous semble ainsi qu'elles procèdent à ce que nous appelons la

¹⁴ Terme retrouvé dans plusieurs entretiens.

«délocalisation de la lutte», soit la volonté d'une part, d'exporter son propre capital militant, d'autre part de poursuivre une lutte ciblée à partir de n'importe quel autre endroit du monde, où la parole serait plus libre. En l'occurrence, elles sont venues en France, symbole, entre autre, de la démocratie qu'elles ont souhaité pour leur pays. Ce choix relève donc aussi d'une revendication de vivre dans un espace démocratique même si ce désir est source de culpabilité¹⁵.

Dans tous les cas, les premiers engagements en France sont perçus comme la poursuite de ceux qu'elles avaient en Algérie ou en Iran. Elles continuent à communiquer avec leurs organisations d'origine lorsque cela est possible et contribuent inlassablement à dénoncer la situation politique de leur pays. Elles vont progressivement déplacer leurs centres d'intérêts vers des associations, partis, ou syndicats français et des organisations transnationales. Certaines vont créer des associations de femmes en rapport avec leurs origines – type «Femmes du Maghreb», «Femmes iraniennes démocrates»¹⁶... – d'autres refuseront d'être «mises à part» et entreront dans des groupes féministes français.

Leur rapport au féminisme et aux féministes, va être influencé par la variation de leurs statuts tout au long de leur parcours. Alors qu'on aurait pu imaginer que leur changement de position sur l'échelle sociale aurait pu les amener à remettre en question les différents systèmes d'oppression comme l'avaient fait plus tôt les «*feminist of color*» ou «*lesbian of color*» de l'autre côté de l'Atlantique (Dorlin, 2008; Falquet, 2006; Poiret, 2005) ou plus tard en France les féministes des Indigènes de la République¹⁷ ou le Groupe du 6 novembre¹⁸, elles vont s'inscrire dans un féminisme universaliste.

Exil, féminisme et remise en cause des rapports de pouvoir

Deux lettres écrites en mai et juin 2009 par des «féministes laïques algériennes et iraniennes» et s'adressant aux «féministes françaises» dénoncent le «relativisme culturel» dont celles-ci feraient preuve. En résumé, ces dernières sont critiquées pour leur refus de s'impliquer dans la lutte contre le fondamentalisme religieux par peur d'être traitées de racistes ou d'islamophobes. Elles sont encouragées à exprimer clairement leurs positions.

Une partie des femmes que j'ai rencontrées ont contribué à la rédaction de ces lettres ou à leur diffusion. Elles revendiquent un féminisme commun à toutes

¹⁵ Atika nous dit que venir en France c'était pour elle «mettre un genou à terre». Pour les Algériennes en effet, le rapport à la France est extrêmement ambigu: elles sont attirées par ce pays démocratique dont elles partagent les références culturelles et dont elles parlent le langage; en même temps, elles s'inscrivent dans l'héritage de la lutte contre l'oppression coloniale à laquelle leurs parents ont participé et sont mal à l'aise à l'idée de venir s'installer auprès des anciens colons. En outre, pour toutes, il n'est pas toujours évident d'assumer le choix d'avoir abandonné leur pays.

¹⁶ Il s'agit d'exemples et non de noms d'associations existantes.

les femmes à l'intérieur duquel il serait possible de déterminer des principes valables pour toutes. Contrairement aux Indigènes par exemple ou aux NPNS¹⁹, elles refusent de se positionner comme étant victimes d'une oppression particulière – la violence post-colonialiste pour les premières, celles des «hommes de cité» pour les secondes – et réclament le droit d'être «des femmes comme les autres» avant même de pouvoir être «des hommes comme les autres».

Cette revendication peut sembler paradoxale puisqu'elles ont fait l'expérience au cours de leur trajectoire de rapports de pouvoir liés à leurs statuts de femmes, de militantes se positionnant contre l'État, de personnes issues d'une classe privilégiée puis de «migrantes» ou d'étrangères. La variation des situations dans lesquelles elles se sont retrouvées aurait pu les amener à amorcer une réflexion critique sur l'intersectionnalité²⁰ ou la consubstantialité²¹ des systèmes de domination d'autant plus qu'elles ont été amenées à se battre par le passé sur plusieurs fronts à la fois: pour la démocratie, contre le régime et en même temps contre les «intégristes», ou pour la démocratie et contre les démocrates sexistes puis pour l'égalité entre les femmes mais contre les féministes «racistes».

Leur adhésion au féminisme universaliste a plusieurs explications. Tout d'abord, comme nous l'avons déjà signalé, elles partagent un univers politique et culturel en partie commun avec le milieu militant féministe français (Lesselier, 2009) elles adhèreraient donc «naturellement» au discours dominant. Elles appartiennent par ailleurs à la même génération que les féministes de la deuxième vague française et ne sont pas nées en France contrairement à la génération de jeunes femmes «issues de l'immigration» mobilisée dans les groupes tels que NPNS ou le PIR. Elles ne sont pas soumises aux mêmes discours contradictoires (intégration/relégation)²² et ne sont pas traversées par les mêmes ambivalences. D'autre part, l'expérience d'être une femme agit comme une sorte de «fil rouge» dans leur parcours: elles retrouvent l'oppression spécifique qui y est liée partout et contrairement à d'autres migrantes ou descendantes de migrantes, elles n'ont pas toujours été en position de subordination économique et sociale. Certaines d'entre elles ont même retrouvé en France des professions socialement valorisées et elles ne vivent pas dans les quartiers de relégation (elles résident pour la plu-

¹⁷ Groupe politique créé en 2005 aujourd'hui constitué en parti (P.I.R.) se revendiquant «descendants d'esclaves et de déportés africains, filles et fils de colonisés et d'immigrés[...] Français et non-Français vivants en France, militantes et militants engagé.e.s dans les luttes contre l'oppression et les discriminations produites par la République post-coloniale»

¹⁸ Groupe politique né en France en 1999, constitué de «lesbiennes dont l'histoire est liée à l'esclavagisme, à l'impérialisme, aux colonisations, aux migrations forcées».

¹⁹ Ni Putes Ni Soumises, est une association de «femmes de quartiers» née en 2003. Elle est composée essentiellement de descendantes de migrant.e.s.

²⁰ J'utilise ce terme en référence aux féministes noires américaines qui mettent en question l'articulation des rapports de pouvoir, notamment Angela Davis ou Kimberle Crenshaw.

²¹ En référence à Danièle Kergoat. Voir aussi Paola Bacchetta qui parle de «co-formation».

²² Voir Lhenry, 2005.

part dans Paris *intra-muros*). Enfin, notons qu'une partie d'entre elles témoigne tout de même du racisme auquel elles ont été confrontées en France: Pour trouver un emploi, lors de leurs passages à la préfecture de police, dans la vie ordinaire... Or, elles refusent de se percevoir comme objets de domination et craignent la marginalisation qu'elles ont toujours voulu éviter (en quittant leur pays, en investissant leurs ressources en France). Elles s'inscrivent dans des «alliances normatives inter-nationales» telles que définies par Bacchetta (2010):

[lorsque] les féministes en position dominante dans un État-nation, tout en gardant leurs distances avec les féministes subalternes, racialisées, vivant déjà dans leur propre pays, s'allient avec des féministes nouvellement immigrées qui occupaient une position dominante dans les pays d'origine.

Les militantes rencontrées choisissent et sont choisies par les féministes du pays d'accueil pour conforter leur vision de l'universalité de l'oppression des femmes. Le constat de cette orientation idéologique de la part de femmes qui ont changé plusieurs fois de position sur l'échiquier des rapports de pouvoir, montre que ces dernières ne peuvent être réduites uniquement à leur position de migrantes et nous rappelle qu'il n'y a pas de sens à définir un individu au regard d'une seule de ses facettes comme c'est souvent le cas dans ce type de recherche. Il est donc indispensable de penser les sujets comme s'inscrivant dans des processus qui impliquent de multipositionnalités. En l'occurrence, le fait de se définir – à défaut d'être toujours perçues – comme des «féministes universelles», leur permet de conserver un statut de sujet agissant porteur d'une idéologie transposable à l'infini. Cette réflexion nous invite à dépasser les visions normatives de l'émancipation en faisant apparaître la multitude de manières dont il est possible d'exprimer sa capacité d'agir.

Conclusion

Les militantes que nous avons rencontrées, loin de l'image généralement associée aux «migrantes», sont donc non seulement actives tout au long de leur parcours, avant et après l'exil, mais sont également indépendantes bien avant de poser le pied sur le sol français – et bien plus concernées par les questions féministes que la plupart des hommes et des femmes qui voudraient justement «les émanciper».

En quittant leurs pays, ces femmes, comme d'autres militantes ou militants exilés d'autres régions du monde, ont procédé à la «délocalisation» de leur lutte. Lutte pour la démocratie, l'égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi lutte pour leur propre reconnaissance en tant qu'actrices et femmes autonomes.

En réponse aux discriminations dont elles sont les victimes, elles expriment leur capacité d'agir. Il apparaît ainsi qu'étudier ce type de parcours à travers le prisme de la migration n'est peut-être pas complètement pertinent. Il est sans doute plus porteur d'étudier l'ensemble des «carrières militantes» pour identifier

les éléments de parcours qui les font se poursuivre, se réorienter ou s'éteindre. Cela nous permet en outre de ne pas nous en tenir à une vision statique de l'identité, pas plus qu'à une conception normative de l'émancipation.

Bibliographie

- Agrikoliansky, Eric (2001), «Carrières militantes, et vocation à la morale: les militants de la ligue des droits de l'homme dans les années 1980», *Revue française de science politique*, 51ème année, n.° 1-2, pp. 27-46.
- Baccheta, Paola (2010), «Réflexions sur les alliances féministes transnationales», in Jules Falquet et al (coord.), *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Les presses de sciences po, pp. 259-274.
- Bacchetta, Paola (2006), «Quand des mouvements lesbiens à Delhi questionnent les «Théories féministes transnationales»», *Cahiers du CEDREF*, n.° 14, pp. 14-26.
- Bajoit, Guy (1988), «Exit, voice, loyalty... and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement», *Revue française de sociologie* 29-2, pp. 325-345.
- Bennani-Chraïbi, Mounia, Fillieule, Olivier, (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- Catarino, Christine, Morokvasic, Mirjana (2005), «Femmes, genre, migration et mobilités», *Revue Européenne des migrations internationales*, n.° 21- 1, pp. 7-27.
- Crenshaw Kimberle, Williams (2008), «Cartographie des marges: intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur», *Cahiers du genre*, n.° 39, pp. 51-82.
- Dorlin, Elsa (2008), *Black Feminism. Anthologie du féminisme africain-américain, 1975-2000*, Paris, L'Harmattan.
- Dufoix, Stéphane (2002), *Politique d'exil*, Paris, PUF.
- Falquet, Jules, Emmanuelle, Lada, Aude, Rabaud (2006), *(Ré)articulation des rapports sociaux de sexe, classe et «race»*, Paris, Cahiers du CEDREF.
- Fillieule, Olivier, Roux, Patricia (2009), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Fillieule, Olivier (2001), «Proposition pour une analyse processuelle de l'engagement individuel», *Revue française de science politique*, n.° 1-2, pp. 199-215.
- Fillieule, Olivier (1993), *Sociologie de la protestation, Les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan.
- Freedman, Jane (2008), «Genre et migration forcée: les femmes exilées en Europe», *Cahiers du CEDREF*, n.° 16.
- Geisser, Vincent, Karam, Karam, Vairel, Frédéric (2006), «Espace du politique. Mobilisations et protestations», in Elizabeth Picard, *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, pp. 193-213.
- Golberg-Salinas, Annette (2000), «Brésiliennes en exil: de femmes migrantes à féministes étrangères», *Femmes en migration*, Paris, Cahiers du CEDREF, 8/9.
- Nancy, L. Green (1990), «L'histoire comparative et le champ des études migratoires», *Annales ASC*, n.° 6, pp. 1335-1350.
- Grewal, Inderpal, Kaplan, Caren (2001), «Global Identities: Theorising Transnational Studies of Sexuality», *GLQ*, vol. 7, n.° 4, pp. 663-679.
- Hachimi, Alaoui Myriam (2007), *Les Chemins de l'exil. Les Algériens installés en France et au Canada depuis les années 1990*, Paris, L'Harmattan.
- Hirschman, Albert (1995), *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard (1ère ed. 1970).

- Kergoat, Danièle (2009), «Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux», in Elsa Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, pp. 111-125.
- Kergoat, Danièle (2000), «Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe», in Hélène Hirata et al. (coord.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Kian, Azadeh (2002), *Les femmes iraniennes entre Etat et famille*, Paris, Maisonneuve et Larose.
- Kian-Thiebaut, Azadeh (1998), *Secularization of Iran, a Doomed Failure? The New Middle Class and the Making of Modern Iran*, Louvain et Paris, Peeters et Institut d'Études Iraniennes.
- Lesselier, Claudie (2009), «Femmes, exils et politique en France depuis 1970», *Sextant*, n.° 26, pp. 139-156.
- Lhenry, Sophie (2005), *Mouvement féministe et mouvements de femmes en lien avec l'immigration: analyse sociologique de leurs rapports de 1970 à nos jours*, mémoire de DEA, ss la dir. de Claude Zaidman, Université Paris Diderot.
- Matonti, Frédérique, Poupeau, Franck (2004), «Le capital militant. Essai de définition», *Actes de la recherche en science sociale*, n.° 155, pp. 5-11.
- Mendoza, Breny (2002), «Transnational Feminisms in Question», *Feminist Theory*, vol. 3, n.° 3, pp. 295-314.
- Morelli, Anne (2009), « Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques », *Sextant* n.° 26, Editions de l'université de Bruxelles, pp. 7-16.
- Morokvasic, Mirjana (1986), «Emigration des femmes: Suivre, fuir ou lutter», *N.Q.F.*, n.° 13, pp. 65-75.
- Moujoud, Nasima (2008), «Effets de la migration sur les femmes et sur les rapports sociaux de sexe: au-delà des visions binaires», *Cahiers du CEDREF*, n.° 16, pp. 57-79.
- Oso-Casas, Laura (2005), «Femmes, actrices des mouvements migratoires», in Christine Verschuur, Fenneke Reysoo (dir.), *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations*, *Cahiers genre et développement* n.° 5, pp. 35-54.
- Percheron, Annick (1993), *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin.
- Poiret, Christian (2005), «Articuler les rapports de sexe, de classe et interethniques. Quelques enseignements du débat nord-américain», *Revue européenne des migrations internationales*, vol 21, n.° 1, pp. 195-226.
- Rigono, Isabelle (2004), «Polysémie de la violence dans la sphère privée: de l'état de nature à l'état de droit» in Isabel Taboada Leonetti, *Les femmes et l'islam*, Paris, L'Harmattan.
- Tarrius, Alain (2000), *Les nouveaux cosmopolitismes*, Paris, Éditions de l'Aube.

Sophie Lhenry. Je suis doctorante en sociologie politique à l'université Paris Diderot, rattachée au Centre de Sociologie des Pratiques et des Représentations Politiques (CSPRP). Je suis également membre du Centre d'Enseignements et de Recherche en Études Féministes (CEDREF). Ma thèse porte sur les carrières militantes de féministes exilées. Je travaille aussi sur les femmes dans l'enseignement supérieur en France. J'ai été ATER à Paris Diderot entre 2008 et 2010. sophielhenry@wanadoo.fr

Artigo recebido em 15 de Março de 2011 e aceite para publicação em 15 de Novembro de 2011.